



La solidarité au temps du Covid-19 : vers de nouveaux engagements

Tommaso Vitale, Ettore Recchi

► To cite this version:

Tommaso Vitale, Ettore Recchi. La solidarité au temps du Covid-19 : vers de nouveaux engagements. 2020. hal-02888717

HAL Id: hal-02888717

<https://sciencespo.hal.science/hal-02888717>

Submitted on 3 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

La solidarité au temps du Covid-19 : vers de nouveaux engagements

7 juin 2020, 20:28 CEST



Bénévoles du Secours Populaire devant l'université Paris VIII à Saint-Denis le 6 mai 2020. Les responsables d'associations évoquent le ralliement de nombreux «nouveaux» bénévoles. Thomas SAMSON / AFP

En ces premières semaines de déconfinement, de nombreuses associations dénoncent le risque de démobilitation de l'engagement volontaire des mois précédents.

L'appel à l'aide des associations est motivé et nécessite une réponse collective sérieuse. La pandémie de Covid-19 a engendré un besoin pressant d'aide et de soutien social bien au-delà des soins médicaux graves et urgents : confinement sévère pour les personnes âgées, grande pauvreté et privation de nourriture pour les familles les plus précaires et à faibles revenus, fermeture des écoles et des cantines scolaires, solitude et difficultés pour beaucoup à gérer les émotions contradictoires liées à la situation.

Au cours des deux derniers mois, nous avons assisté à deux réponses majeures à cette nouvelle demande de solidarité. D'une part, le remplacement net des volontaires engagés dans l'aide organisée, avec l'arrivée d'une population de bénévoles plus jeunes que ceux habituellement engagés dans le secteur. D'autre part, la multiplicité des formes d'action et d'aide, avec un développement marqué de solidarités de voisinage non organisées et fondées sur la proximité.

Auteurs

**Tommaso Vitale**

Sociologue, Centre d'études européennes et de politique comparée, directeur scientifique master "Governing the Large Metropolis", Sciences Po – USPC

**Ettore Recchi**

Professeur des universités (Observatoire Sociologique du Changement), Sciences Po – USPC

Les enquêtes du projet CoCo (Coping with Covid-19/Faire face au Covid-19), menées tous les 15 jours depuis le 1^{er} avril 2020 par l'OSC et le CDSPP de Sciences Po en s'appuyant sur le panel ELIPSS (échantillon représentatif de la population résidente en France métropolitaine), nous ont permis de couvrir différentes phases de la crise et de suivre les changements dans les pratiques d'aide et de solidarité.

Une personne sur sept a reçu l'aide d'un voisin

Selon les enquêtes CoCo, un peu plus de la moitié de la population a reçu un coup de main ou de l'aide pour leur vie quotidienne (faire des courses, gestion des enfants, etc.) pendant le mois et demi de confinement.

Presque un tiers de la population a reçu de l'aide de la famille et/ou d'amis proches. Mais, de façon peut-être moins attendue, près d'un septième des résidents en France a reçu de l'aide de leurs voisins. Il s'agit d'une mobilisation à « liens faibles » : ce sont des personnes considérées comme n'étant pas des « amis proches », qui se sont mobilisées uniquement parce qu'elles vivent à proximité. Si l'on observe l'évolution dans le temps pendant le confinement, on constate une dynamique globale assez stable dans sa structure. L'aide des amis a légèrement diminué au fil du temps, tandis que celle des voisins a progressivement augmenté. L'aide des associations s'est principalement tournée vers les franges les plus extrêmes de la pauvreté, qui concernent des pourcentages trop faibles pour être saisis par ce dispositif d'enquête. Même celle fournie par le service public, bien que non négligeable, concerne un petit pourcentage d'individus.

	Début avril	Mi-avril	Début mai	Au moins une fois (mi-mars-fin avril)
Famille	18,6	20,5	17,9	21,5
Ami proche	5,4	4,5	5,3	8,3
Collègue	1,0	0,4	0,8	1,3
Voisin	7,7	9,1	10,4	13,1
Services publics	1,3	1,3	0,4	1,3
Associations	0,0	0,5	0,1	0,4
Personnes inconnues	0,0	0,1	0,1	0,2
Ont reçu de l'aide dans la période	27,6	28,1	27,5	52,2

Aide reçue dans les deux semaines précédentes par... (en % des panelistes à chaque vague d'enquête). OSC, CDSPP, enquête CoCo, 2020, Author provided

Une analyse statistique plus fine, basée sur une technique de régression logistique, nous montre que ce sont les femmes, les personnes âgées, inactives ou au chômage, les individus vivant seuls, financièrement faibles, avec peu d'habitude de sortir, plus souvent résidents des communes rurales, qui ont eu plus de chances de recevoir de l'aide. C'est un résultat rassurant : même si l'entraide n'est pas généralisée, la société française semble se pencher au secours de groupes sociaux parmi les plus fragiles.

Sept personnes sur dix ont aidé au moins une fois

Voyons maintenant la dynamique de l'aide sociale du point de vue de ceux qui ont consacré leur temps aux autres. Le panel CoCo permet de savoir si, au cours des deux semaines qui précèdent

chaque vague d'enquête, les panelistes ont donné un coup de main ou de l'aide à quelqu'un dans leur vie quotidienne.

	Début avril	Mi-avril	Début mai	Au moins une fois (mi-mars-fin avril)
Famille	24,0	25,3	25,4	33,5
Ami proche	8,1	8,4	7,7	14,9
Collègue	1,5	1,2	1,3	2,8
Voisin	16,7	18,2	19,5	28,2
Associations	2,1	3,0	2,4	4,3
Personnes inconnues	0,6	1,0	0,9	2,5
Ont donné de l'aide dans la période	42,2	42,8	44,2	70,6

Aide prêtée dans les deux semaines précédentes à... (en % des panelistes à chaque vague d'enquête). OSC, CDSP, enquête CoCo, 2020, Author provided

Sept personnes sur dix ont aidé quelqu'un pendant le confinement, au moins une fois. Principalement de la famille mais, au fil du temps, de plus en plus des voisins. Il s'agit d'aide effective, pas de proposition, se traduisant par une mise à disposition des gens.

Les relations de voisinage peuvent être mises en exergue comme un **nouveau domaine d'engagement**. Près de trois personnes sur dix ont aidé leurs voisins au moins une fois au cours des semaines de confinement. On a assisté à cet égard à un véritable changement dans les registres de l'action et de la solidarité. Il s'agit d'initiatives informelles, certes en partie encouragées par les institutions, mais très spontanées, pratiquées par un nombre considérable de personnes, et qui se sont élargies progressivement.



Le handballeur professionnel Wahid Badi (à gauche) distribue de l'aide alimentaire avec son initiative « Solidaritess » à Ivry sur Seine, ici le 4 mai 2020. Franck Fife/AFP

En fait, la pandémie a profondément contribué à renforcer et à resserrer le lien avec le territoire : les gens pouvaient circuler dans leur propre immeuble, dans les environs immédiats, juste à l'extérieur de leur domicile. C'est le contraire de la situation décrite par Barry Wellman, selon laquelle au temps d'internet le relâchement du lien avec le territoire a conduit les gens à s'engager moins.

Le confinement, au contraire, a favorisé d'engagements solidaires basés sur des liens « courts » et « faibles ». Si les formes d'action sont très classiques, les individus agissent désormais auprès de personnes qui se connaissent peu, à partir d'un simple facteur de proximité spatiale et non d'appartenance. Ce lien « court » a permis un premier pas mieux connaître les autres, une démarche qui suscitait auparavant des réticences.

Il ne s'agit évidemment pas d'une relation déterministe. L'importance de la proximité spatiale doit être comprise à la lumière de la valeur que le soutien social et la réciprocité (aider et être aidé) jouent sur des éléments profonds des personnes, rassurant et offrant des possibilités d'échange et de socialité.

L'aide par le biais d'associations ou aux personnes inconnues reste minoritaire (près de 7 % s'y sont engagés), mais pas insignifiante au vu des conditions extraordinaires du moment.

Le facteur de l'apprentissage social

Cette dynamique expansive semble être axée sur l'apprentissage social. Il ne s'agit pas seulement d'un désir d'aider les autres ou d'un registre commun de motivations. Il s'agit aussi du rôle joué par la transmission au sein d'associations, par les médias, par le bouche à oreille en régime de réciprocité, qui a aidé à prendre le courage de faire le premier pas vers l'autre, à construire des formes de soutien même là où le lien faible précédent n'autorisait ni la confiance ni la demande d'aide.

La probabilité de fournir de l'aide, au moins une fois, varie selon les caractéristiques des personnes et des lieux. Dans l'ensemble, l'endroit où les gens habitent compte beaucoup : par exemple, on constate que ceux qui vivent dans une commune rurale ont plus de chances de s'être mobilisés pour aider les autres.

À lire aussi : Solidaires car autonomes : loin des grandes villes, la promesse d'une autre vie

Dans les quartiers populaires, il y a toujours eu des associations attentives à maintenir le lien social à travers le sport mais aussi l'aide matérielle aux plus faibles. Ces dernières années, l'engagement solidaire des personnes ayant un faible niveau d'éducation a progressivement diminué.

La reprise éventuelle d'un engagement associatif et d'actions de solidarité directe des classes populaires reste une question importante à explorer dans les prochains mois.

Finalement, ce ne sont pas que les milieux dans lesquels tout le monde se connaît qui développent de la solidarité. Les données des enquêtes CoCo révèlent que ceux qui n'avaient pas un niveau élevé de

sociabilité avant le confinement et ceux qui vivent seuls sont significativement plus susceptibles d'aider.

La mobilisation associative

Enfin, il convient d'examiner en détail les caractéristiques des personnes qui ont décidé de s'engager dans des associations d'aide « sociale et caritative ».

Compte tenu du contexte de confinement, des dangers de contagion, de l'obligation d'avoir des autorisations spéciales pour joindre les sièges associatifs, de la nécessité d'apprendre à se coordonner et à agir avec les autres membres d'une équipe, on peut penser que les personnes qui se sont mobilisées par le biais des associations ont ressenti un réel sens de l'obligation morale de le faire.

Notamment, ces **volontaires** ne sont pas des personnes marquées par un trait social spécifique. Ils ont des âges différents et vivent dans des contextes géographiques très disparates. Ils ont également des niveaux d'éducation différents : un résultat à souligner comme signe d'ouverture sociale, dans un secteur **traditionnellement** caractérisé par un engagement plus répandu parmi les personnes ayant un niveau d'éducation élevé.

Les retours que font les responsables d'associations évoquent de nombreux nouveaux bénévoles, différents de la ronde habituelle des retraités solidaires. Ces « nouveaux » sont entrés pour la première fois dans le monde de la lutte contre la pauvreté matérielle. Ils ne sont pas forcément jeunes, mais quand même plus jeunes que les **bénévoles habituels**, et sans distinctions particulières de genre.

Ce pourcentage de 6,8 % de personnes engagées dans l'aide concrète aux personnes inconnues, notamment par le biais d'associations, n'est pas négligeable si on considère la situation de confinement.

Il est vrai que l'enquête la plus fiable dont nous disposons, réalisée par Lionel Prouteau en 2017 par le biais d'entretiens en face à face avec un échantillon de 5 039 individus, estime que 15,6 % des Français de 18 ans et plus ont servi dans une association d'aide sociale ou de santé à caractère humanitaire ou caritatif, mais ce pourcentage est estimé sur une échelle annuelle, lorsque le notre se limite à moins de deux mois.

De plus, le bénévolat dans ce secteur présente une caractéristique très spécifique : il **concerne principalement les personnes âgées** (les personnes de plus de 65 ans offrent à elles seules 35 % du volume de l'action sociale et caritative).

On sait aussi que deux autres caractéristiques sociales structurelles influencent l'engagement bénévole en France : le niveau du diplôme, avec un taux de participation d'autant plus important que ce niveau est élevé, et la pratique antérieure du bénévolat par les parents des bénévoles.

En d'autres termes, il s'agit d'un domaine d'engagement avec un faible taux de rotation, une moindre capacité à attirer de nouveaux volontaires, une **grande difficulté** à s'ouvrir aux jeunes et à identifier des tâches suffisamment courtes pour être accomplies par un plus grand nombre de personnes. Être

bénévoles nécessite des compétences et du temps à investir dans les relations. Ces facteurs, en France comme ailleurs, conduisent souvent à un certain enfermement social et générationnel des activités.

Repenser les solidarités après la crise

Pendant le confinement, cette forte connotation générationnelle a initialement pesé : les associations ont dû changer leur façon de travailler, se retrouvant soudain sans les bénévoles historiques plus âgés. Cela n'a pas été facile, mais dans l'ensemble il semble qu'elles ont trouvé des nouveaux ressorts humains. Des personnes sans expérience préalable ont décidé de s'engager et se sont retrouvées dans des organisations qui ne connaissaient pas. Celles-ci, après un premier moment de tension, se sont ouverts et ont transmis des façons de travailler en groupe et des styles relationnels.

Le défi est de cultiver de passerelles entre aide informelle et formelle (associative), ce qui demande d'accorder une plus grande attention aux méthodes d'action sociale moins basées sur le paradigme de la relation d'aide à deux, entre ceux qui donnent de l'aide et ceux qui en reçoivent, mais plus axées sur la réciprocité, les « réseaux sociaux ordinaires », le « community development », le soutien à la convivialité entre voisins. Ces chantiers ne sont encore que partiellement ouverts en France.

Dans l'immédiat, les associations ont un grand besoin d'aide volontaire pour leurs actions, mais pour maintenir la relation elles doivent revoir en profondeur leur façon de travailler, s'appuyer sur ce qu'elles ont vécu ces deux derniers mois, garder des stratégies évolutives, réorganiser et redistribuer le travail afin qu'il ne soit pas trop chronophage et puisse être durable pour les personnes actives.

Nous remercions Bernard Corminbœuf (OSC, Sciences Po) et Vincent Maston qui ont révisé le français de cet article.



solidarité sondages bénévolat Covid-19